

# *Immersion Criminologique Dans Les Dynamiques Frontalières Du Bas-Uélé Et De l'Equateur En République Démocratique Du Congo*

## *[Criminological Immersion Between Porosity, Reflexivity And Issues Of Dignity At The Borders Of Bas-Uélé And Ecuador]*

Énoch KAZIMOTO KAYUKWA NA BANTU<sup>1</sup>, Raoul KIENGE-KIENGE INTUDI<sup>2</sup>, Joël NZAMPUNGU  
IMBOLE<sup>3</sup>

<sup>1</sup>Université de Kinshasa, République Démocratique du Congo  
enochkazimoto@gmail.com

<sup>2</sup>Université de Kinshasa, République Démocratique du Congo  
raoul.kienge@unikin.ac.cd

<sup>3</sup>Université de Kinshasa, République Démocratique du Congo  
Joel.nzampungu@unikin.ac.cd

auteur correspondant : Joël NZAMPUNGU IMBOLE, joel.nzampungu@unikin.ac.cd



**Résumé :** L'article analyse la dynamique de la porosité frontalière en République Démocratique du Congo à travers une immersion ethnographique des chercheurs criminologues dans les dynamiques frontalières du Bas-Uélé et de l'Equateur. Au cœur de cette démarche, l'auteur principal, haut fonctionnaire de l'Etat, opère une rupture épistémologique majeure en délaissant son habitus autoritaire pour adopter la posture de l'individu « nu » ou d'un chercheur. Ce dépouillement stratégique de l'uniforme permet de neutraliser la méfiance des acteurs de l'ombre et de décoder, via une diplomatie du quotidien (dons symboliques de sel, partage de l'alcool local Agene), les logiques de survie et les « techniques de neutralisation » qui régissent ces espaces. Le récit de terrain démontre que la déliquescence des infrastructures transforme l'Etat en une présence intermittente, où l'agent de l'Etat, lui-même précarisé, cohabite avec l'informel par nécessité. In fine, l'étude plaide pour l'émergence d'une criminologie du Sud et d'une sécurité restaurative, capables d'intégrer la réalité anthropologique et la dignité humaine dans la gestion de la souveraineté nationale.

**Mots-clés :** Porosité frontalière, réflexivité, criminologie du Sud, Immersion, sécurité restaurative.

**Abstrat:** The article analyzes the dynamics of border porosity in the Democratic Republic of Congo through an ethnographic immersion in the territorial margins of Bas-Uélé and Ecuador. At the heart of this approach, the main author, a high-ranking member of the security services, makes a major epistemological break by abandoning his authoritarian habitus and adopting the position of the "naked" individual. This strategic stripping of the uniform makes it possible to neutralize the distrust of those in the shadows and to

<sup>1</sup> Haut fonctionnaire de l'Etat, Énoch KAZIMOTO KAYUKWA NA BANTU est également apprenant finaliste à l'école de criminologie de l'Université de Kinshasa (Sécurité Intérieure).

<sup>2</sup> Professeur Ordinaire à l'Université de Kinshasa, Raoul KIENGE-KIENGE INTUDI exerce les fonctions de Directeur de l'École de Criminologie.

<sup>3</sup> Docteur en communication et doctorant en criminologie, Joël NZAMPUNGU IMBOLE est enseignant-chercheur à l'Ecole de Criminologie de l'Université de Kinshasa.

decode, through everyday diplomacy (symbolic donations of salt, sharing of local alcohol Agene), the logics of survival and the "neutralization techniques" that govern these spaces. The field story demonstrates that the decay of infrastructure transforms the state into an intermittent presence, where the agent of the state, himself precarious, coexists with the informal by necessity. Finally, the study argues for the emergence of a Southern criminology and a restorative security, capable of integrating anthropological reality and human dignity in the management of national sovereignty.

**Keywords:** Border porosity, reflexivity, southern criminology, immersion, neutralization and restorative security.

## Introduction

L'étude de la porosité frontalière en République Démocratique du Congo ne peut se limiter à une analyse désincarnée de lignes de démarcation géopolitiques, tant la réalité physique du terrain impose une herméneutique de la survie et de l'ombre. Le présent article se propose d'explorer cette porosité à travers une démarche méthodologique singulière, où les chercheurs se trouvent confrontés à un paradoxe identitaire majeur. En effet, le chercheur principal, haut fonctionnaire de l'Etat, opère une rupture épistémologique radicale en délaissant l'habitus de l'expert en coercition pour revêtir la posture humble du chercheur en criminologie. Ce dépouillement de l'autorité institutionnelle devient la condition sine qua non pour accéder à la « vérité » des acteurs de l'ombre, ces populations et ces réseaux qui habitent et s'approprient les marges territoriales des provinces du Bas-Uélé et de l'Equateur. La problématique centrale de cette réflexion réside dans la capacité de l'immersion physique et de la neutralisation de la posture de pouvoir à produire une connaissance scientifique valide sur des espaces que l'Etat ne perçoit plus que comme des zones de non-droit.

Cette approche s'inscrit dans une tradition criminologique qui interroge la frontière non comme une limite, mais comme une interface sociale complexe. Selon Achille Mbembe (2010, p. 112), « la frontière en Afrique est souvent un espace de chevauchement où se négocient des identités mouvantes ». Ce constat dialogue avec les analyses de Michel Foucault qui, dans *Surveiller et punir* (1975), rappelle que « le pouvoir n'est pas une institution, et n'est pas une structure ; il est le nom qu'on prête à une situation stratégique dans une société donnée ». Sur le terrain congolais, cette situation stratégique est marquée par une souveraineté fragmentée, où l'Etat coexiste avec des modes de régulation informels. Comme l'expliquent Nzampungu et Kienge-Kienge (2025 : 329) :

« Cette lacune stratégique se traduit par une faiblesse des instruments légaux et des structures de gouvernance. Le Décret-loi n° 002/2003 du 11 janvier 2003 instituant la Direction générale des migrations (DGM), bien que constituant le fondement de son existence, est laconique, inadapté et insuffisant pour organiser au niveau institutionnel la gestion des flux migratoires ». Pour comprendre ces dynamiques, l'immersion est indispensable. Elle rejoint la démarche de Philippe Bourgois (2001, p. 32) qui affirme que « seule une présence prolongée et une participation aux activités quotidiennes permettent de percer les systèmes de déni que les acteurs opposent aux institutions ».

Cependant, l'accès à ce terrain est une épreuve physique autant qu'intellectuelle. Les récits nationaux sur la frontière mettent en avant l'idée que la frontière congolaise est un espace de ressources avant d'être un espace de contrôle. Ce point de vue rejoint les travaux de Malcolm Anderson qui définit la frontière comme une « construction politique instable » (1996, p. 12). Dans la province du Bas-Uélé, cette instabilité se manifeste par l'épopée des bourbiers et le silence des agents travaillant à ciel ouvert, une réalité qui échappe aux radars de la sécurité classique. Les chercheurs doivent donc accepter ce que Loïc Wacquant décrit comme « le risque du corps » (2000, p. 54), une immersion où le corps du chercheur devient un instrument de mesure de la défaillance étatique.

Au cœur de cette immersion, la confrontation avec la géographie devient un acte de connaissance. Les chercheurs réalisent que la frontière, loin d'être la barrière rigide théorisée par la géopolitique classique de Friedrich Ratzel, est en réalité ce que Saskia Sassen nomme un « assemblage de territoires, de pouvoirs et de droits » (2006, p. 184). Dans les territoires de Bondo et d'Ango (province du Bas-Uélé), la limite ne se signale pas par des murs, mais par la profondeur de l'eau de la rivière MBOMU ou

l'épaisseur de la boue. En éprouvant physiquement la rupture des communications et l'enclavement, les chercheurs saisissent l'essence de ce que Jean-François Bayart qualifie d'« Etat rhizome » (2006, p. 192), où « le pouvoir officiel s'estompe au profit de réseaux d'interconnaissance ». Cette analyse est corroborée par les travaux de l'école de sociologie de Louvain qui précise que « l'absence d'Etat n'est pas une absence de régulation, mais une régulation par d'autres moyens » (G. de Villers, 2002, p. 57).

Si pour Jean-François Bayart, la frontière illustre « la politique du ventre », pour les chercheurs congolais, elle est le lieu d'une « diplomatie de proximité » (Mwene Batende, 2008, p. 67). C'est précisément cette diplomatie, manifestée par l'échange de sel ou le partage de l'alcool local, qui permet de lever les techniques de neutralisation théorisées par Gresham Sykes et David Matza (1957, p. 667). En se présentant comme un individu « nu », dépourvu des attributs de la force publique, le chercheur principal permet à l'enquête de justifier ses pratiques sans crainte de la répression immédiate.

Cette démarche conduit inéluctablement à interroger la sémantique de la menace telle qu'élaborée par les centres de commandement urbains. En se dépouillant de l'uniforme, le chercheur principal découvre ce que James C. Scott appelle le « texte caché » (1990, p. 44) : ces discours de résistance et de contournement produits par les subalternes loin du regard des maîtres. Là où le haut gradé voit une violation de la limite, les chercheurs observent une continuité vitale. Comme l'indique l'historien Isidore Ndaywel (1998, p. 312), « la parenté transfrontalière est une réalité antérieure et souvent supérieure à la souveraineté postcoloniale ». Cette prééminence du social sur le politique est ce qui rend la frontière poreuse par nécessité, transformant l'agent de l'Etat en un acteur de la négociation plutôt qu'en un instrument de la sanction de la transgression des règles.

La posture de retrait adoptée permet de déceler la neutralisation morale non seulement chez les contrebandiers, mais aussi chez les agents de l'Etat eux-mêmes. En travaillant sous les manguiers, sans bureaux ni moyen logistique, ces derniers justifient leur silence ou leur complicité par un déni de responsabilité face à un Etat absent.

Pour explorer ces dynamiques, cette réflexion s'articule autour de cinq axes. Dans un premier temps, l'étude analyse la géographie comme une épreuve de terrain, où l'immersion logistique devient l'acte inaugural de la connaissance criminologique au Bas-Uélé et à l'Equateur. Elle examine ensuite la gestion de l'identité du chercheur, centrée sur une « mise à nu » professionnelle indispensable pour neutraliser les habitus autoritaires. Le troisième point est consacré à l'économie des échanges symboliques, où le don de sel, de tabac ou d'alcool local fait office de clé d'accès à l'intime criminologique. Par la suite, la réflexion interroge la frontière comme langue et comme mélange, mettant en lumière l'hybridation linguistique comme preuve de la dissolution des limites nationales. Enfin, cette étude ouvre la voie vers une criminologie du « chercheur-initié », plaidant pour une sécurité restaurative capable de concilier la souveraineté de l'Etat avec la dignité humaine de ceux qui l'incarnent aux marges.

## **I. La géographie comme une épreuve : les défis logistiques**

L'immersion logistique dans les territoires des provinces du Bas-Uélé et de l'Equateur ne saurait être réduite à une simple contrainte technique précédant la collecte des données ; elle constitue, en soi, l'acte inaugural de la recherche criminologique. Pour le chercheur, se confronter à la matérialité du terrain, c'est accepter ce que Loïc Wacquant nomme une « socio-analyse charnelle » (2000, p. 54), où le corps devient l'instrument premier de mesure de la distance séparant le centre souverain de ses marges. Cette géographie de l'épreuve n'est pas un décor, mais une variable explicative de la porosité : là où la route s'efface, l'Etat s'éteint, laissant place à des régulations informelles nées de l'enclavement.

### **1.1. La Province du Bas-Uélé ou l'épopée du borbier : une rupture avec tout confort**

Pour atteindre les confins du territoire de Bondo dans le Bas-Uele, le chercheur doit d'abord consentir à un « oubli de soi » dans la poussière et la boue. Le trajet depuis la ville de Buta, chef-lieu provincial, vers l'enclave de Ndu, située face à la ville de Bangassou en République Centrafricaine ne constitue pas une simple translation géographique, mais une rupture brutale avec le confort institutionnel et la sécurité ontologique de la cité. Ici, la route n'est plus un vecteur de communication, mais une succession de borbiers « terribles » qui imposent leur propre temporalité, étrangère à toute planification administrative. Comme le martèle Jean-François Bayart, cette situation illustre la « territorialité intermittente » de l'Etat en Afrique (2006, p. 192), où le pouvoir ne circule que là où les infrastructures le permettent.

Le récit de terrain devient à ce stade celui d'une confrontation avec l'élémentaire. Une averse soudaine transforme un trajet de quelques heures en une attente de quatre jours à une semaine, bloqué par une boue argileuse qui englutit les roues et les certitudes. Ce temps mort, loin d'être stérile, est le moment où les chercheurs commencent à percevoir l'infra-droit de la débrouille » (2015, p. 48). Dans ces zones de rupture, le droit positif s'enlise en même temps que les véhicules, et c'est la solidarité des passagers, la force des bras des locaux et la négociation avec les « creuseurs » de route qui permettent l'avancée. Ce n'est plus la loi qui régit le mouvement, mais la négociation permanente avec les éléments et les hommes. Ce périple physique vers le village Ndu fonctionne comme une métaphore de la frontière elle-même : un espace où l'Etat est une présence lointaine, presque mythique, et où la survie dépend de la capacité à naviguer dans l'informel. Comme l'écrit Achille Mbembe, ces marges sont des lieux où « le temps est vécu comme une durée sans fin, une répétition de l'effort pour simplement exister » (2010, p. 115).

### 1.2. La Province de l'Equateur et les contraintes de l'accès au terrain de recherche

Dans la province de l'Equateur, le terrain change de substance mais non de rigueur. Pour rejoindre Ngombe et Buburu, le bitume disparaît définitivement au profit de l'eau. La navigation sur le fleuve Congo ou la rivière Ubangi impose une tout autre forme d'immersion. Vingt-quatre heures de navigation dans une pirogue motorisée ou un « canon rapide » ne sont pas seulement un défi physique, mais une nécessité méthodologique pour quiconque prétend pratiquer l'observation participante. Cette lenteur forcée, rythmée par le vrombissement du moteur et le clapotis de l'eau, oblige le chercheur à une « écoute flottante » et à une observation minutieuse des berges.

Dans cet espace aquatique, les chercheurs expérimentent physiquement la porosité qu'ils s'approprient à théoriser : la frontière n'est plus une ligne tracée, mais un horizon mouvant et incertain. Philippe Bourgois suggère que « cette immersion longue est le seul moyen de briser les façades que les acteurs construisent face aux étrangers » (2001, p. 35). Sur la pirogue, les identités se délient. Le chercheur n'est plus l'expert lointain, il devient le compagnon de voyage qui partage la même pluie, le même soleil et les mêmes risques de naufrage. Cette fluidité fluviale permet de saisir ce que Ntumba Luaba appelle « l'interterritorialité vécue » (2009, p. 129), où les populations circulent d'une rive à l'autre sans égard pour les délimitations coloniales. La pirogue devient alors un laboratoire ambulatoire : on y observe le transport du poisson, les échanges de nouvelles entre passagers de la République du Congo et de la République Démocratique du Congo, et les arrangements tacites avec les éléments marins. La lenteur impose une rupture avec la précipitation sécuritaire pour entrer dans le temps long de l'anthropologie criminologique.

### 1.3. La porosité frontalière vécue et la réalité de l'Etat

Les difficultés extrêmes de transport rencontrées dans les provinces de Bas-Uélé et de l'Equateur ne sont pas des bruits parasites dans le processus de recherche ; elles sont, en soi, une donnée de recherche fondamentale. L'absence de route carrossable ou de balisage fluvial régulier est la preuve matérielle de ce que Michel Foucault appelle une « lacune dans le maillage du pouvoir » (1975, p. 221). Si l'Etat ne peut pas transporter ses propres agents ou ses chercheurs dans des conditions décentes, comment pourrait-il prétendre contrôler les flux illicites ?

Cette porosité vécue révèle que la frontière est gérée par la « bureaucratie de terrain » (Lipsky, 1980, p. 120), mais une bureaucratie dénuée de ses attributs régaliens. Les chercheurs constatent que les agents travaillent sous les manguiers car les bureaux sont en ruines ou inexistantes. Cette déliquescence des infrastructures n'est pas qu'un manque de moyens, c'est une modalité de gouvernement qui laisse le champ libre aux réseaux transfrontaliers. En vivant cette absence d'Etat au travers de son périple, les chercheurs valident empiriquement la thèse selon laquelle la frontière est une zone de négociation permanente. Les borbiers du Bas-Uélé et les méandres de l'Equateur ne sont pas seulement des obstacles ; ils sont les gardiens d'un ordre social parallèle où la survie prime sur la loi, et où la vérité du terrain se cache précisément là où l'Etat a cessé d'investir. Cette immersion logistique prépare ainsi le chercheur à comprendre, de l'intérieur, pourquoi les acteurs de l'ombre préfèrent la brousse au poste de contrôle : parce que la brousse est le seul espace qui, physiquement et socialement, leur appartient encore.

## II. La gestion de l'identité : une « mise à nu » professionnelle

La recherche criminologique en milieu hostile ou sensible impose une réflexion rigoureuse sur la présentation de soi, car l'identité du chercheur détermine l'accès ou la fermeture du champ d'enquête. Pour un chercheur, haut fonctionnaire de l'Etat, le défi est

double : il s'agit de neutraliser un habitus autoritaire pour laisser place à une réceptivité empathique. Cette « mise à nu » n'est pas un renoncement, mais une stratégie épistémologique visant à désarmer les mécanismes de défense des enquêtés. Dans La mise en scène de la vie quotidienne, Erving Goffman (1973, p. 23) précise que « l'individu doit contrôler l'expression qu'il donne de lui-même pour influencer la définition de la situation ». Dans les marges de la RDC, cette définition doit impérativement basculer du contrôle vers la compréhension.

### **2.1. Le renoncement aux « biceps institutionnels » : un choix méthodologique dans l'Equateur**

Le premier acte de cette mutation identitaire s'est opéré dans les villages de Ngombe/LUKOLELA et Buburu/BOMONGO, à l'Equateur. Le chercheur a fait le choix délibéré de ne pas se présenter sous son grade, refusant l'usage de ce qu'il nomme les « biceps institutionnels ». Ce désapprentissage est une réponse à la « violence symbolique » (Bourdieu, 1992, p. 143), où la seule présence de l'uniforme suffit à instaurer une hiérarchie qui paralyse la parole. En se dépouillant des attributs de la force, le chercheur cesse d'incarner la menace pour devenir un simple visiteur, un étranger dont la vulnérabilité devient, paradoxalement, un outil de séduction méthodologique.

A Ngombe/Territoire de LUKOLELA, le retrait des signes extérieurs de pouvoir permet de rompre avec la position institutionnelle. Si le chercheur était arrivé avec les signes extérieurs de pouvoir, les réponses auraient été formatées par la peur ou le désir de plaire au chef. En choisissant l'anonymat d'un chercheur, il s'autorise à observer les « arts de la résistance » (Scott, 2008, p. 112). Ce choix permet de voir les pirogues chargées de marchandises illicites accoster sans que personne ne s'enfuie, offrant une vision brute de la porosité frontalière. C'est en acceptant de n'être « personne » aux yeux de l'institution que le chercheur devient « quelqu'un » aux yeux de la communauté, un témoin admis dans l'intimité des échanges transfrontaliers.

Ce refus des « biceps » est une nécessité dans une région où les tribus Mpama et Banunu-Bobangi entretiennent une relation complexe dans les deux pays. Le paternalisme administratif a souvent étouffé les réalités locales. Le chercheur principal, en s'interdisant la posture de commandement, évite de reproduire ce biais colonial. Il se place dans une position d'horizontalité qui favorise l'émergence d'une parole « subalterne », capable de critiquer l'Etat sans crainte de représailles immédiates. Le grade est alors mis en veilleuse au profit d'une curiosité intellectuelle et scientifique qui, seule, peut percer les techniques de dissimulation des acteurs de l'ombre.

### **2.2. D'une position institutionnelle à celle du chercheur**

L'intégration dans le quotidien de l'Equateur a nécessité une transition de la figure de l'officier vers celle de l'apprenant. Cette posture s'est matérialisée par le partage de la table : manger la chikwangue et le poisson frais avec les villageois sous les tentes de fortune (nganda). Cet acte de commensalité n'est pas anodin ; il constitue un « rituel de consommation » qui définit les frontières de l'appartenance (Mary Douglas, 1966, p. 122). En partageant le même plat, le chercheur signifie qu'il n'est plus au-dessus de la masse, mais qu'il appartient momentanément au groupe, brisant la barrière de la méfiance ontologique.

Cette immersion par l'alimentation permet de capter les discours de la débrouille qui circulent lors des repas. C'est à ce moment que les enquêtés expliquent, avec une désarmante franchise, pourquoi ils contournent les postes de Lukolela ou de Mobongo. Le chercheur adopte la posture de l'« ethnocriminologue », tel que défini par Philippe Bourgois (2001, p. 45), où l'observation des activités routinières devient plus riche que l'entretien formel. Le partage du repas agit comme un sérum de vérité sociale : l'individu ne se sent plus interrogé, mais écouté dans ses besoins les plus primaires, ceux de la faim et de la survie économique.

L'apprentissage passe aussi par le langage et les gestes. Le chercheur accepte de se laisser guider par les locaux, demandant conseil sur la manière de naviguer ou de choisir le poisson. Ce renversement des rôles où le sachant officiel devient l'apprenant local, flatte l'ego des populations marginalisées et les encourage à partager leur savoir-faire sur les failles de la frontière. Jean-Pierre Olivier de Sardan rappelle que cette « empathie méthodologique » est le seul moyen de comprendre les rationalités locales sans les juger à l'aune du code pénal (2008, p. 104). La chikwangue devient le symbole d'un contrat de confiance informel scellé entre le chercheur et son terrain.

### 2.3. Neutraliser la méfiance au Bas-Uélé : du soupçon à la confiance

Au Bas-Uélé, la gestion de l'identité a pris une tournure plus dramatique en raison de la tension sécuritaire permanente. Dans les villages de Ndu, territoire de BONDO et Zapayi, territoire d'ANGO, tout étranger est d'abord perçu comme un « espion potentiel » ou un éclaireur pour une force ennemie (Mbororo ou Seleka). Pour passer de ce statut de suspect à celui d'interlocuteur de confiance, nous avons dû pratiquer une pédagogie de la transparence. Il a fallu expliquer la recherche non comme un contrôle, mais comme une volonté de porter la voix du Bas-Uélé jusqu'à Kinshasa. C'est ce que Malcolm Anderson appelle la « reconnaissance de l'identité de frontière » (1996, p. 156), où l'agent de l'État doit d'abord se faire reconnaître comme un allié de la cause locale.

Le passage du soupçon à la confiance s'est opéré par une présence prolongée et une écoute active des griefs populaires. Les habitants de village Ndu, habitués à l'indifférence de la capitale provinciale, ont d'abord testé la sincérité du chercheur par des silences prolongés ou des réponses évasives. La neutralisation de cette méfiance a nécessité la médiation par l'humilité. En restant dans la posture des chercheurs, même face à des situations qui auraient pu exiger une intervention sécuritaire, nous avons prouvé que nous étions là pour comprendre et non pour sanctionner. Cette constance a fini par transformer le regard des notables : les « espions » sont devenus le « porte-parole ».

Cette transformation est déterminante pour analyser le phénomène des Mbororo. Seul un interlocuteur de confiance peut recueillir les aveux sur les complicités locales qui permettent à ces éleveurs nomades et leur cheptel de s'installer. Les villageois n'auraient jamais admis ces arrangements avec un officier en exercice de peur d'être accusés de trahison. Ici, la posture du chercheur offre une « immunité épistémologique » : le terrain se livre car il sait que la parole recueillie sera traitée avec la rigueur de la science et non la sévérité du tribunal. Comme l'affirme Howard Becker (1982, p. 198), « le chercheur doit se faire accepter comme quelqu'un qui n'utilisera pas l'information contre ceux qui la lui donnent ».

Somme toute, la transition de la position institutionnelle à celle du chercheur a permis de lever le déni de responsabilité. Les acteurs de la frontière ne se cachent plus derrière des faux-fuyants; ils revendiquent leur droit à la survie face à une souveraineté qu'ils jugent défaillante. La « mise à nu » professionnelle a donc permis de transformer un espace de surveillance en un espace de parole, où la vérité criminologique peut enfin émerger, débarrassée des fictions administratives. C'est dans cet interstice, entre l'uniforme déposé et la confiance acquise, que se joue la qualité de la donnée scientifique en zone de conflit.

### III. L'économie des échanges symboliques : sel, alcool et cigarettes

Dans l'univers des marges frontalières, la collecte de données ne saurait s'opérer par une simple application de protocoles standardisés. Elle exige l'immersion du chercheur dans une économie circulaire de dons et de contre-dons qui régule la vie sociale. Comme l'établit Marcel Mauss (1923, p. 148), « le don est un fait social total qui engage à la fois le religieux, l'économique et le juridique ». Pour les chercheurs en criminologie, comprendre la porosité frontalière du Bas-Uélé ou de l'Équateur implique d'accepter ce rituel matériel. Loin d'être des accessoires, le sel, l'alcool et le tabac deviennent des outils de mesure de la confiance et des vecteurs de vérité.

#### 3.1. Le « lubrifiant social » : l'agene<sup>4</sup> comme une stratégie de déliement des langues

Au Bas-Uélé, la bière industrielle est un luxe dont le prix prohibitif (jusqu'à 30 000 Francs congolais soit 13 dollars américains la bouteille) en fait un objet d'apparat plus que de consommation courante. La réalité des échanges se noue autour de l'alcool local, l'agene. En acceptant de partager ce breuvage, les chercheurs utilisent ce que les sociologues de la déviance nomment un «

---

<sup>4</sup> *L'agene* est une boisson alcoolisée artisanale, emblématique des zones rurales du nord de la République Démocratique du Congo, notamment dans le Grand Équateur et le Bas-Uélé. Distillée à partir de la fermentation de matières premières locales comme le maïs, le manioc ou parfois la canne à sucre, elle s'apparente à un "whisky de brousse" au degré alcoolique souvent très élevé et non standardisé. Au-delà de sa fonction de simple breuvage, *l'agene* joue un rôle sociologique majeur : elle agit comme un puissant vecteur de socialisation et de commensalité. Dans le cadre de la recherche criminologique, elle devient un véritable « lubrifiant social » qui permet de délier les langues, de rompre la méfiance envers l'autorité et d'accéder aux récits informels de survie et de clandestinité qui régissent les espaces frontaliers.

lubrifiant social ». Partager l'agene permet d'accéder à de discours de coulisses. C'est dans la chaleur des cercles de boisson que l'enquête, jusque-là sur la défensive, commence à relater les récits de clandestinité et les trajectoires des éleveurs Mbororo de différentes nationalités : Tchadienne, Nigérienne, Centrafricaine, Soudanaise et Camerounaise.

L'alcool local agit ici comme un désinhibiteur des « techniques de neutralisation » théorisées par Sykes et Matza (1957). Sous l'influence de la boisson et de la camaraderie de circonstance, le déni de responsabilité s'estompe. Les acteurs de la frontière ne se présentent plus comme des délinquants, mais comme des survivants expliquant la logistique des passages nocturnes sur la rivière Mbomou séparant la RDC à la RCA. Les chercheurs, en participant à cette commensalité, valident leur statut des « initiés ». La parole en Afrique ne se donne pas, elle s'arrose. L'agene devient alors le médiateur nécessaire pour transformer une enquête froide en une confiance criminologique.

### **3.2. La diplomatie coutumière : sel, allumettes et cigarettes chez les Zande et les Nzakara**

L'entrée dans les territoires d'Ango ou de Bondo nécessite la bénédiction des chefs coutumiers, véritables gardiens de la mémoire territoriale. Dans ces zones où l'Etat est une abstraction, la souveraineté est incarnée par le chef Zande ou Nzakara. La diplomatie de proximité exige que les chercheurs ne se présentent jamais les mains vides. Le don de sel, d'allumettes ou de cigarettes n'est pas une simple amabilité, c'est une reconnaissance de l'autorité. Comme l'indique l'historien Isidore Ndaywel (1998, p. 342), « le sel a toujours été, dans le bassin de l'Uélé, une monnaie de respect et de paix ».

Pour le chef local, recevoir du sel ou une cigarette des chercheurs symbolise la reconnaissance de son pouvoir sur la terre et sur l'information. Cette ritualité ouvre les portes de la chefferie et libère l'accès aux archives orales sur la migration et les conflits fonciers. Sans ces « clés d'entrée », les chercheurs resteraient à la périphérie, confrontés à un discours officiel poli mais vide de substance. Ces objets triviaux aux yeux de la ville deviennent, aux frontières, des insignes diplomatiques. Ils permettent aux chercheurs de s'affilier symboliquement à la lignée du chef, garantissant sa sécurité et la fiabilité des témoignages recueillis sous l'arbre à palabres.

### **3.3. Ethique et terrain : reconnaissance de l'autorité versus transaction**

Une question éthique fondamentale se pose : ces échanges constituent-ils une forme des pratiques corruptives du terrain ? Pour les chercheurs en criminologie du Sud, la réponse est négative. Ces dons s'inscrivent dans une logique de reconnaissance et non de transaction marchande. Il ne s'agit pas d'acheter une réponse, mais de valider une relation. Selon Jean-Pierre Olivier de Sardan, le chercheur doit naviguer dans « les normes pratiques » de l'échange local pour ne pas être perçu comme un prédateur » (2008, p. 112). Le sel ne paie pas l'information ; il salue l'autorité qui la détient.

Cette distinction est capitale pour maintenir l'intégrité de la recherche. Les chercheurs justifient ces actes comme une forme d'humilité méthodologique : ils reconnaissent que pour obtenir le savoir des populations marginalisées, ils doivent se plier à leurs propres codes de civilité. Pour Philippe Bourgois, « l'éthique de terrain consiste à « respecter les structures de pouvoir locales pour pouvoir mieux les analyser » (2001, p. 52). En offrant ces présents, les chercheurs rétablissent symboliquement l'équilibre entre celui qui interroge et celui qui répond, transformant le déséquilibre de pouvoir en une collaboration mutuelle pour la production de la vérité.

L'économie des échanges symboliques révèle ainsi que la frontière n'est pas seulement faite de décrets et de patrouilles, mais de gestes et de dons. En se faisant donateur de sel et partageur d'agene, les chercheurs cessent d'être les agents d'un Etat lointain pour devenir des acteurs de la « vie nue » des frontières. Cette immersion matérielle est la condition sine qua non pour que les récits de l'ombre sortent enfin du silence des borbiers du Bas-Uélé et des méandres de l'Equateur. C'est à travers cette diplomatie du quotidien que la criminologie peut enfin prétendre saisir la réalité humaine d'un territoire que le droit positif a trop longtemps abandonné à l'invisible.

## **IV. La frontière comme langue et comme mélange**

S'agissant de la stratégie de la langue (Kienge-Kienge, 2011 : 124), dans l'espace frontalier, le langage n'est pas seulement un outil de communication, mais une cartographie mouvante des allégeances et des résistances. D'après Valentin-Yves Mudimbe

(1988, p. 154), « le langage est le lieu où se construit la résistance à la rationalité coloniale ». Pour le chercheur en criminologie, la langue devient un instrument d'analyse de la porosité frontalière : elle révèle comment les identités se moquent des tracés cartographiques pour privilégier des solidarités de destin. La maîtrise de la langue locale permet de passer d'une compréhension administrative de la frontière à une perception anthropologique de la limite.

#### **4.1. Le lingala, véhicule de l'immersion : un pont entre les rives**

A l'Equateur comme au Bas-Uélé, le Lingala s'est imposé comme le véhicule principal de l'immersion, agissant comme un « pont entre les rives ». Bien plus qu'une langue vernaculaire, il fonctionne comme une lingua franca de la survie, permettant de naviguer entre des tribus aussi diverses que les Mpama, les Banunu-Bobangi ou les Ngbandi. Le Lingala permet une « interterritorialité vécue », unifiant des espaces que la bureaucratie divise. Pour les chercheurs, maîtriser cette langue, c'est s'autoriser à entrer dans le flux constant des échanges transfrontaliers sans la barrière de l'interprétation officielle.

Le Lingala de la frontière est une langue de l'action et de la négociation. Il permet de capter les transactions rapides sur les berges du fleuve Congo ou les arrangements de dernière minute dans les ports de pêche de l'Equateur. En utilisant le Lingala, les chercheurs s'inscrivent dans la lignée de l'école de sociologie de Chicago, qui soulignait l'importance de parler la « langue du milieu » pour comprendre les dynamiques de déviance (Zorbaugh, 1929, p. 156). Cette langue permet de contourner le formalisme du français administratif, perçu comme la langue du contrôle, pour accéder à la rationalité de la débrouille. Le Lingala n'est pas seulement parlé ; il est habité, offrant aux chercheurs une plasticité identitaire indispensable pour se fondre dans le paysage social.

#### **4.2. L'interprète, médiateur culturel**

Le Lingala a ses limites dès que l'on touche aux structures profondes de l'intimité communautaire, notamment chez les Zande ou les Nzakaras du Bas-Uélé. Ici, le recours à l'interprète local devient une exigence méthodologique. Ce médiateur n'est pas un simple traducteur ; il est un « passeur culturel » qui permet de toucher à l'intime criminologique. Pour Jean-Pierre Olivier de Sardan, l'interprète est celui qui « décode les silences et les métaphores que l'étranger ne peut saisir » (2008, p. 108). Le passage par le Kizande est essentiel pour comprendre les récits liés aux fétiches, aux pactes de sang ou aux vengeances claniques qui régulent souvent la criminalité transfrontalière.

L'accès à la vérité sur les réseaux Mbororo, par exemple, exige de comprendre les nuances sémantiques de la peur et du respect en langue locale. L'interprète permet de lever les « techniques de neutralisation » que les villageois opposent aux chercheurs. En traduisant le Kizande, il révèle comment les populations justifient leur collaboration avec des groupes armés extérieurs par des logiques de parenté ou de dette historique (Accord entre les éleveurs nomades MBORORO vivant en RDC et leurs enfants SELEKA vivant en RCA). Cette médiation linguistique est le seul moyen de percer « l'opacité protectrice des exclus » (Bourgois, 2001, p. 48). Sans ce passage par les langues « du sang », la criminologie resterait à la surface des faits, incapable de comprendre les ressorts profonds de la loyauté qui font échec à la loi de l'Etat.

#### **4.3. Le cas de village Zapayi : les alliances matrimoniales et la dissolution des frontières**

Le village de Zapayi, dans le Bas-Uélé, offre aux chercheurs un cas d'étude fascinant sur l'hybridation linguistique des réfugiés centrafricains. Dans cet espace, les réfugiés parlent un Lingala teinté de dialectes Sango ou Nzakara, créant un créole de frontière qui défie toute classification nationale. Cette hybridation est la preuve que la frontière est un « espace de chevauchement ». En écoutant ces voix hybrides, les chercheurs constatent physiquement la dissolution des frontières nationales : les identités ne sont plus fixées par le passeport, mais par l'usage d'une langue commune née de la cohabitation forcée.

Cette fusion linguistique à Zapayi témoigne de l'échec des politiques de cantonnement qui exigent que les réfugiés restent à  $\pm 150$  km de la frontière. En réalité, ils vivent dans la frontière, parlant la langue de la frontière. Pour la criminologie, ce mélange est une donnée capitale : il montre que les réseaux criminels ou commerciaux utilisent ces zones de flou linguistique pour se rendre invisibles. A ce sujet, Isidore Ndaywel indique que « la langue est le premier territoire que l'on se réapproprie quand l'Etat s'éloigne » (1998, p. 315). Le cas de Zapayi illustre parfaitement cette réappropriation : le mélange des langues y préfigure un

ordre social nouveau, où la fluidité est la règle et où la vérité ne se trouve plus dans les documents officiels, mais dans la sémantique métisse d'une population qui a choisi de vivre entre deux mondes.

## **V. Criminologie et immersion du chercheur**

L'aboutissement de cette immersion ne réside pas seulement dans la collecte de données brutes, mais dans la synthèse épistémologique opérée par les chercheurs. En devenant ce que l'on pourrait qualifier de « chercheur-initié », l'individu parvient à réconcilier deux mondes autrefois hermétiques : celui de la rigueur opérationnelle et celui de la réflexivité académique. Cette posture finale permet de dépasser le simple constat d'échec pour proposer une relecture profonde des dynamiques de pouvoir aux marges. D'après Loïc Wacquant, la force de cette position est d'allier « l'intimité du familier et la distance de l'analyste » (2000, p. 58), offrant une perspective inédite sur la déviance et l'ordre.

### **5.1. La prise de distance réflexive : décodé les neutralisations**

La prise de distance réflexive est l'outil qui permet au chercheur principal d'utiliser son expertise sécuritaire non comme un cadre coercitif, mais comme une grille de lecture des faux-semblants. Ayant l'habitude des discours officiels, le chercheur sait identifier les moments où l'acteur du terrain bascule dans les « techniques de neutralisation ». Son œil d'initié décode immédiatement quand un passeur invoque la « nécessité de survie » pour masquer une organisation criminelle plus structurée, ou quand un notable utilise le déni de responsabilité pour couvrir des trafics de bétail.

Malgré cela, cette expertise ne sert plus à sanctionner, mais à comprendre la rationalité de la transgression. Les chercheurs réalisent que la neutralisation n'est pas qu'un mensonge, mais un « mécanisme de protection de l'estime de soi » (Matza, 1964, p. 89) face à une loi qui semble injuste ou absente. En s'appuyant sur les travaux de l'école criminologique de l'Université de Kinshasa, il observe que ces techniques sont le fruit d'une souveraineté fragmentée où l'acteur se crée sa propre légitimité morale. La distance réflexive permet de transformer une violation de la loi en un objet d'étude sociologique, révélant la complexité des arrangements que l'Etat, dans sa vision purement légaliste, ne parvient jamais à saisir.

### **5.2. Le regard sur l'agent de l'Etat : de la hiérarchie à la précarité**

L'une des ruptures les plus significatives de cette recherche réside dans le changement de regard porté sur l'agent de terrain. Pour le haut gradé, l'agent qui ne remplit pas sa mission est souvent perçu à travers le prisme de la faute disciplinaire ou de la corruption. Pour les chercheurs, l'agent devient un « sujet de souffrance » (Fassin, 2011, p. 156). En observant l'agent de la DGM ou le policier travailler sous les manguiers au village NDU, sans bureau et fuyant dès que la pluie commence, les chercheurs passent du jugement hiérarchique à la compréhension de la précarité structurelle.

Cette mutation du regard s'inscrit dans la théorie de la « bureaucratie de terrain » de Michael Lipsky (1980, p. 118), où l'agent de l'Etat finit par redéfinir sa loyauté en fonction de ses conditions de vie. Comment exiger l'intégrité d'un homme sans salaire face à un éleveur Mbororo disposant de milliers de têtes de bétail ? Les chercheurs comprennent que le silence de l'agent n'est pas une trahison, mais un « pacte de non-agression pour la survie ». L'agent est le premier naufragé de la souveraineté. Cette empathie méthodologique permet de documenter la déshumanisation de la fonction publique aux frontières, une réalité que les rapports de hiérarchie camouflent derrière des termes policés.

### **5.3. La main gauche de l'Etat et la dignité humaine**

Ce récit de terrain est un plaidoyer pour ce que Pierre Bourdieu appelait la « main gauche » de l'Etat : celle qui éduque, soigne et protège, par opposition à la « main droite » qui punit et contraint (1998, p. 9). La recherche démontre que la porosité des frontières du Bas-Uélé et de l'Equateur ne se résoudra pas par un simple renforcement des « biceps » sécuritaires. Une sécurité efficace est celle qui intègre la réalité anthropologique des populations et la dignité humaine des agents.

## **Conclusion**

La trajectoire parcourue au travers des bourbiers du Bas-Uélé et des méandres fluviaux de l'Equateur permet de clore cette réflexion sur une certitude épistémologique : la porosité des frontières en République Démocratique du Congo n'est pas une

simple défaillance technique, mais une modalité d'existence sociale et politique. En acceptant de dévêtir l'habit de l'expert pour revêtir celui du chercheur, l'initié a pu percer l'opacité de ce que Michel Foucault nomme les « hétérotopies », ces espaces autres où les règles ordinaires de la souveraineté sont suspendues au profit d'une inventivité permanente de la survie. La démarche méthodologique, centrée sur le dépouillement de l'autorité institutionnelle, a démontré que la « vérité » du terrain ne se livre qu'à la condition d'une immersion charnelle et d'un renoncement aux « biceps » de la puissance publique.

Cette recherche valide l'idée que la frontière congolaise fonctionne comme un « assemblage » instable, où la limite physique s'efface devant la continuité des flux anthropologiques. Si Malcolm Anderson voit dans la frontière une construction politique instable (1996), les réalités des villages Ndu, Zapayi, BUBURU, NGOMBE ou Lukolela révèlent que cette instabilité est le terreau d'une « diplomatie de proximité » (Mwene Batende, 2008). Cette diplomatie, loin d'être anecdotique, constitue le véritable ciment de la paix sociale dans des zones où l'Etat central n'est plus qu'un lointain écho. Le partage de l'alcool local ou le don de sel ne sont pas des entorses à l'éthique de la recherche, mais les clés d'une reconnaissance mutuelle sans laquelle aucune science des marges n'est possible.

L'analyse des techniques de neutralisation a également permis de lever le voile sur la psychologie sociale des acteurs de la frontière. Le chercheur-initié a pu documenter comment l'agent de l'Etat, naufragé dans la précarité, et le migrant, poussé par la nécessité, s'accordent sur un « déni de responsabilité » partagé. Ce pacte tacite de l'ombre est la réponse rationnelle à un Etat qui exige la loyauté sans offrir la dignité. En passant du jugement hiérarchique à la compréhension de la précarité, cet article plaide pour un changement radical de paradigme sécuritaire. Il ne peut y avoir de sécurisation du territoire sans une sécurisation préalable de l'agent qui l'incarne. La main droite de la coercition doit impérativement être soutenue par la main gauche de la protection sociale et de la reconnaissance humaine.

In fine, cette contribution à la « criminologie du Sud » appelle à une réappropriation nationale de la pensée sécuritaire. Il s'agit de sortir d'une vision de la frontière héritée des atlas coloniaux pour embrasser une sécurité qui intègre la fluidité, le mélange et la parole des subalternes. La porosité, perçue aujourd'hui comme une menace, pourrait être demain comprise comme une opportunité d'intégration régionale, si l'Etat accepte de ne plus être un spectateur impuissant sous les manguiers, mais un partenaire actif du développement local. En quittant les bureaux climatisés de Kinshasa pour la boue d'Ango, les chercheurs n'ont pas seulement ramené des données ; ils ont rapporté un plaidoyer pour la dignité. La science criminologique trouve ici sa plus noble fonction : non pas surveiller et punir, mais éclairer et restaurer, afin que la frontière ne soit plus une zone de non-droit, mais le pont solide vers une souveraineté enfin partagée et habitée.

## Références

- [1]. Anderson, M. (1996). *Frontiers: territory and state formation in the modern world*. Cambridge: Polity Press.
- [2]. Bambi, L. (2004). *La justice transitionnelle en RDC*. Kinshasa.
- [3]. Bayart, J.-F. (2006). *L'Etat en Afrique : La politique du ventre*. Paris: Fayard.
- [4]. Becker, H. S. (1982). *Les mondes de l'art*. Paris: Flammarion.
- [5]. Bourdieu, P. (1992). *Réponses : pour une anthropologie réflexive*. Paris: Seuil.
- [6]. Bourdieu, P. (1998). *Contre-feux*. Paris: Liber-Raisons d'agir.
- [7]. Bourgois, P. (2001). *En quête de respect : Le crack à New York*. Paris: Seuil.
- [8]. Carrington, K. (2018). *Southern criminology*. London: Routledge.
- [9]. De Villers, G. (2002). *L'Etat en RDC : entre résilience et déliquescence*. Louvain: Cahiers africains.
- [10]. Douglas, M. (1966). *Purity and danger*. London: Routledge.
- [11]. Fassin, D. (2011). *La force de l'ordre : une anthropologie de la police des quartiers*. Paris: Seuil.

- [12]. Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir : naissance de la prison*. Paris: Gallimard.
- [13]. Goffman, E. (1973). *La mise en scène de la vie quotidienne*. Paris: Editions de Minuit.
- [14]. Kalanda, M. (1967). *La remise en question : base de la décolonisation mentale*. Kinshasa: Renaissance.
- [15]. Kienge-Kienge, R. (2011), *Le contrôle policier de la délinquance des jeunes à Kinshasa. Une approche ethnographique en criminologie*, Louvain-la-Neuve/ Kinshasa, Academia-Bruylant / Editions Kazi.
- [16]. Lasay' Abar, L. (2006). *L'administration publique en péril*. Kinshasa.
- [17]. Lipsky, M. (1980). *Street-level bureaucracy: dilemmas of the individual in public services*. New York: Russell Sage Foundation.
- [18]. Luaba, N. (2009). *Droit des frontières et intégration régionale*. Kinshasa.
- [19]. Matza, D. (1964). *Delinquency and Drift*. New York: Wiley.
- [20]. Mauss, M. (1923). *Essai sur le don*. Paris: PUF.
- [21]. Mbembe, A. (2010). *Sortir de la grande nuit : Essai sur l'Afrique décolonisée*. Paris: La Découverte.
- [22]. Mudimbe, V.-Y. (1988). *The invention of africa*. Indiana University Press.
- [23]. Mwene Batende. (2008). *Sociologie de la proximité en Afrique*. Kinshasa.
- [24]. Ndaywel è Nziem, I. (1998). *Histoire générale du Congo*. Paris: De Boeck & Larcier.
- [25]. Nzampungu J. et Kienge-Kienge R. (2025), *Gouvernance migratoire en RDC : entre fragilité normative et défis de la gestion des mobilités internes et internationales*, Dans *Revue Africaine de Migration et Environnement*, Vol. 9 No 2, Octobre.
- [26]. Olivier de Sardan, J.-P. (2008). *La rigueur du qualitatif*. Louvain-la-Neuve: Academia.
- [27]. Sassen, S. (2006). *Territory, authority, rights: from medieval to global assemblages*. Princeton University Press.
- [28]. Scott, J. C. (1990). *Domination and the Arts of resistance*. Yale University Press.
- [29]. Sykes, G., & Matza, D. (1957). *Techniques of neutralization: a theory of delinquency*". *American Sociological Review*.
- [30]. Wacquant, L. (2000). *Corps et âme : carnets d'ethnographie d'un apprenti boxeur*. Paris: Agone.
- [31]. Zorbaugh, H. (1929). *The gold coast and the slum*. University of Chicago Press.